

Revue de presse du 1^{er} février au 15 février 2022

AFRIQUE	1
Libye	1
Sénégal – Union européenne	2
EUROPE	2
Etats membres de l'Union européenne	2
Danemark	2
Espagne	3
France	3
Grèce	4
Pologne	5

AFRIQUE

Libye

- Twala (Alger), [Enquête. Comment la Libye est devenue un geôlier pour la forteresse Europe](#), publié dans *Courrier International* le 9 février 2022.

Une récente enquête sur le trafic migratoire qui sévit en Libye, réalisée par le journaliste américain indépendant Ian Urbina en partenariat avec la plateforme *The Outlaw Ocean Project*¹, interroge la responsabilité de l'Union européenne dans les origines mêmes de ces dérives. À partir d'investigations sur le fonctionnement des « prisons secrètes » libyennes où sont entassé·e·s des milliers de migrant·e·s (environ 1 500 rien que dans la prison Al-Mabani à l'ouest de Tripoli) détenu·e·s sans décision de justice et soumis·e·s à un chantage financier exorbitant en échange de leur liberté, I. Urbina va au-delà du seul rôle de la Libye et interroge les pratiques de l'UE ayant permis de rendre une telle situation possible, notamment depuis 2015. Que ce soit via des accords officiels ou officieux avec des États tiers, le recours à l'externalisation dans la gestion migratoire couplé au soutien financier et matériel direct des garde-côtes libyens pour la surveillance de l'espace méditerranéen a, sans aucun doute, participé à la création de cet « enfer en Libye », gage d'une supposée dissuasion pour les prétendant·e·s à la migration.

¹ Plateforme de soutien au journalisme d'investigation.

Sénégal – Union européenne

- Infomigrants, [L'Union européenne veut déployer Frontex au large des côtes sénégalaises](#), le 14 février 2022.
- Courrier International, [L'Europe négocie l'extension du champ d'action de Frontex en Afrique](#), le 14 février 2022.

L'Union européenne a annoncé, à l'occasion d'une visite au Sénégal le 11 février, vouloir étendre au large des côtes sénégalaises le champ d'action de l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Une proposition conditionnée à l'accord de Dakar, qui a fait l'objet de négociations lors du sommet entre l'UE et l'Union Africaine les 17 et 18 février 2022. Cette annonce fait suite à l'augmentation, selon les autorités espagnoles, des tentatives dites irrégulières d'accès au territoire européen par l'archipel des Canaries, et est assortie de justifications de la part de l'UE liées à sa volonté de combattre le trafic d'êtres humains. Ce n'est pourtant pas la première fois que l'agence européenne de garde-côtes sera déployée le long des côtes africaines. L'opération HERA, lancée en 2006 sous l'égide de Frontex à la demande de l'Etat espagnol, prévoyait déjà des contrôles des mouvements migratoires des côtes mauritaniennes et sénégalaises vers les îles Canaries. Mais alors qu'il s'agissait à l'époque d'accords bilatéraux entre l'Espagne et les pays africains concernés, il est aujourd'hui question de conclure un accord entre l'UE et le Sénégal. Cette collaboration opérationnelle sénégaléo-européenne impliquerait notamment le financement par l'UE de navires supplémentaires, de matériels de surveillance sophistiqués, et l'augmentation du personnel chargé de garder les côtes, qui ne cesse d'augmenter (d'ici 2027, l'effectif de l'agence Frontex devrait compter 10 000 garde-frontières, soit une multiplication par dix par rapport à 2018). Frontex déjà présente en Afrique via ses officiers de liaison (Niger 2017, Sénégal 2019). L'ONG espagnole *Caminando Fronteras* estime à 4 400 le nombre de personnes migrantes décédées en 2021 en tentant d'accéder à l'Europe par les côtes ouest-africaines.

EUROPE

Etats membres de l'Union européenne

Danemark

- Infomigrants, [Au Danemark, la commission d'asile se prononce pour la reprise des expulsions d'Afghans](#), le 15 février 2022.
- En complément, voir l'article de Courrier International, [Plus d'un million d'Afghans sur les routes de l'exil](#), 3 février 2022.

En décidant d'autoriser les expulsions des exilé·e·s afghan·e·s présent·e·s sur son territoire, le Danemark poursuit sa politique « zéro réfugié », comme il l'avait fait pour les ressortissant·e·s syrien·ne·s en 2020. En effet, la Commission danoise pour l'asile a estimé dans une décision du 11

février, relative aux cas de deux demandeurs d'asile, que la situation en Afghanistan avait vu une « amélioration » en termes de sécurité depuis la prise du pouvoir par les Talibans en août 2021, et que dès lors, le renvoi de ressortissant·e·s afghan·e·s était possible. Pourtant suspendues durant ces derniers mois, les expulsions sont à nouveau à l'œuvre, comme elles le sont pour des centaines d'exilé·e·s syrien·ne·s dont les titres de séjour n'ont plus été renouvelés après une décision de 2020, malgré plusieurs années de présence au Danemark. En outre, sur les 907 aghan·e·s évacué·e·s par Copenhague à la fin de l'été 2021, seul·e·s 256 ont obtenu une protection six mois plus tard, sans pour autant avoir la certitude que cette protection se concrétise par la suite l'obtention du statut de réfugié·e.

Espagne

- Infomigrants, [Après la réouverture de l'espace aérien marocain, l'Espagne souhaite reprendre les expulsions de migrants, le 16 février 2022](#)

La reprise des vols commerciaux entre le Maroc et l'Espagne était à peine enclenchée (le 7 février), que Madrid annonçait déjà se préparer à celle des expulsions par avion des ressortissant·e·s marocain·e·s depuis l'archipel des Canaries. Au total, ce sont près de 23 000 personnes qui pourraient être concernées, les liaisons aériennes ayant été fermées et les renvois suspendus temporairement du fait de la pandémie de Covid-19. Selon le journal espagnol *El País*, le ministère de l'Intérieur a d'ores et déjà prévenu la police afin de pouvoir procéder dès que possible audites expulsions.

Il semblerait en revanche que les autorités marocaines ne fassent pas preuve du même empressement, toujours marquées par les tensions diplomatiques avec la péninsule espagnole au printemps 2021, ce qui pourrait freiner les projets de Madrid. Et alors que l'Espagne se réjouit de la réouverture des liaisons aériennes avec le Maroc, il n'est pour autant pas question pour l'instant d'ouvrir à nouveau les frontières terrestres avec le Maroc au niveau de Ceuta et Melilla. Pour la seule année 2021, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) fait état d'au moins 1 176 personnes décédées ou disparues en tentant de rejoindre l'Europe depuis l'Afrique par la région des Canaries.

France

- Infomigrants, [Nord de la France : installation de caméras sur le littoral pour freiner les traversées de la Manche, le 10 février 2022](#)

Pour intensifier davantage la lutte contre les traversées dites irrégulières vers le Royaume-Uni depuis la France, des caméras de surveillance vont être installées en 2022 sur le littoral du Pas-de-Calais, long de 130 km, de Dunkerque à la baie de Somme. Intitulé « Terminus », ce projet financé par les autorités britanniques appelle les communes françaises de la région intéressées par cet équipement à se manifester auprès d'elles avant fin mars, afin que le bureau d'étude en charge de sa mise en place puisse établir la quantité de caméras nécessaires et les « points stratégiques » où les installer. Une vingtaine de villes a déjà souhaité s'inscrire dans cette démarche selon la préfecture du Pas-de-Calais. À ce jour, aucune information n'a été fournie quant à la question de l'utilisation des images et de l'accès à celles-ci par les services de police et de gendarmerie.

Ce déploiement de nouveaux dispositifs et l'augmentation de moyens associés s'inscrivent dans un programme visant à renforcer l'arsenal contre les migrations transmanche dites irrégulières, et traquer plus « efficacement » les prétendant·e·s à la traversée. Comme en témoignent la livraison prévue pour 2022 par le Royaume-Uni de cent nouveaux véhicules 4x4 pour se déplacer et surveiller les côtes, ou encore la mobilisation depuis fin 2021 d'un avion de l'agence Frontex pour voler au-dessus de la Manche jour et nuit à la recherche de canots.

- [Médiapart, Le RAID à Calais : une disproportion à la hauteur de notre inaction, le 11 février 2022](#)
- [Médiapart, Calais : opération de police pour expulser des militants anti-frontières d'un immeuble occupé, le 11 février 2022](#)
- [Le Monde, A Calais, des squats pour accueillir les migrants, le 11 février 2022](#)

Si l'attention médiatique s'est surtout portée ces derniers mois sur le danger mortel auquel sont exposées les personnes exilées durant la traversée de la Manche, la mobilisation se poursuit également pour venir en aide aux migrant·e·s bloqué·e·s à Calais. En témoignent les différents collectifs ou associations qui militent pour l'ouverture des frontières, et s'organisent pour trouver des solutions de mise à l'abri des exilé·e·s confronté·e·s à l'acharnement des autorités publiques, et empêché·e·s de poursuivre leur voyage jusqu'au Royaume-Uni ou de se maintenir sur le territoire français en y demandant l'asile sans être soumis·e·s à une procédure Dublin.

Les démantèlements successifs des camps et squats qui entourent le littoral se poursuivent, comme l'illustre l'expulsion par la police du RAID, le 11 février, d'un immeuble vacant occupé par des militant·e·s destiné à devenir un squat pour y accueillir des exilé·e·s sans logement. Après plusieurs jours de blocus autour de l'immeuble par la police pour empêcher les militant·e·s de s'approvisionner en eau ou nourriture, le tribunal de Boulogne-sur-Mer a donné l'autorisation aux forces de l'ordre d'intervenir. Les militant·e·s et exilé·e·s expulsé·e·s ont pu bénéficier du soutien d'associations et de calaisien·ne·s présent·e·s au-dehors pour échapper aux arrestations et aux projections de gaz lacrymogène.

Grèce

- [Le Monde, « J'ai été menottée, battue, torturée... Je veux raconter mon histoire » : une Iranienne, refoulée six fois par la Grèce, réclame justice, le 2 février 2022.](#)

Refoulée à six reprises par les autorités grecques à la frontière gréco-turque dans la région de l'Evros, une exilée iranienne, représentée par l'ONG allemande du Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains (ECCHR), a déposé un recours devant le Comité des droits de l'Homme de l'ONU contre la Grèce pour l'illégalité de ces pratiques et les actes de torture dont elle a été victime. Parce qu'elle n'est malheureusement pas la seule à s'être vu refuser l'accès au territoire grec, elle souhaite témoigner et dénoncer la « banalisation » des refoulements qui se multiplient dans la zone frontalière entre la Turquie et la Grèce, et qui font l'objet de plusieurs enquêtes de la part d'associations ou du Haut-Commissariat des Nations Unies (HCR).

La documentation s'accumule sur les refoulements à cette frontière, et vient étayer les propos de la requérante qui a pu s'exprimer depuis l'Allemagne (où elle a demandé l'asile) dans une vidéo du 2 février 2022 grâce au soutien de l'ONG grecque HumanRights360 et du groupe de recherche Forensic Architecture, qui l'ont aidée à récolter les preuves tangibles (photos, vidéos, traçage GPS pour attester des refoulements etc.). Elle témoigne notamment avoir été « *menottée, battue, aspergée de gaz lacrymogène, torturée presque jusqu'à la mort...* ». De son côté, l'ECCHR explique avoir entrepris une action à l'échelle internationale parce qu'il « *n'y a pas d'enquête indépendante sur ces pratiques* » en Grèce.

- [Courrier des Balkans, Violente manifestation contre la construction d'un nouveau camp sur l'île de Lesbos, 8 février 2022.](#)

En réaction au lancement du chantier de construction d'un nouveau camp pour les personnes exilées sur l'île de Lesbos, une manifestation a été organisée sur le site de Plati, au nord de Mytilène. Pour contester ce projet évalué à plus de 87 millions d'euros, les manifestant·e·s avaient décidé d'incendier des engins de chantier utilisés par l'entrepreneur privé en charge des travaux. Cinq personnes ont été arrêtées par la police grecque. D'une capacité de 3 000 places, ce camp viendrait remplacer celui de Moria, plus au Sud dans l'île de Lesbos ; caractérisé par sa surpopulation et ses conditions déplorables, il a été détruit en 2020 par un immense incendie.

Ce plan d'ouverture de nouveaux camps du gouvernement d'Athènes et de l'Union européenne rencontre de vives oppositions non seulement chez la population civile et les ONG de défense des droits des migrant·e·s, mais également chez les autorités locales, qui ont d'ailleurs averti vouloir porter l'affaire devant les tribunaux nationaux pour tenter de faire cesser ce chantier. Quatre autres îles grecques sont concernées par des projets de construction (ou rénovation) de camps analogues, financés par l'Union européenne. Ces financements ont déjà permis l'inauguration en 2021 de trois camps similaires, sur les îles grecques de Samos, Leros et Kos.

Pologne

- [Infomigrants, Pologne : dans les centres fermés, les demandeurs d'asile soumis à des « traitements inhumains et dégradants », le 11 février 2022.](#)
- [Le Monde, Pologne : la gestion des demandeurs d'asile montrée du doigt », le 11 février 2022.](#)

Si les images de personnes migrantes bloqué·e·s à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie ne font plus la une de l'actualité depuis le début de l'année, les exilé·e·s sont pourtant toujours exposé·e·s à des « traitements inhumains et dégradants », dénonce le Commissaire polonais aux droits de l'Homme. D'après cette instance nationale indépendante, plus de 1 700 personnes (dont environ 400 enfants et 290 femmes) sont actuellement retenues dans six différents centres fermés en Pologne, et où leurs droits les plus fondamentaux sont quotidiennement bafoués. Nombreux sont les manquements du gouvernement polonais aux règles de droit international relatives aux lieux de privation de liberté : surpopulation, manque d'hygiène, non accès à de l'eau potable, insuffisance, voire absence de soins psychologiques et médicaux, manque d'informations sur les droits et procédures, non-examen des demandes d'asile... Ces accusations sont corroborées par les propos de

l'adjointe au Défenseur des droits à Varsovie, qui a détaillé les allégations du Commissaire polonais aux droits de l'Homme devant le Parlement européen.

Et si aujourd'hui le nombre de franchissements frontaliers, ou tentatives, entre la Biélorussie et la Pologne semble avoir décru à la suite du dialogue entamé entre plusieurs Etats européens, la Biélorussie et la Russie, l'arsenal « anti-migrants » continue d'être déployé par les autorités polonaises à ce segment de frontière, où un mur de 200 km de long et 5,5 mètres de haut s'élève petit à petit, après validation du Parlement national.